

*Initiatives ministérielles*

parti d'antan, ils se conformeront certainement à la discipline de parti, comme on leur dira de le faire. Ils semblent incapables de trouver quelqu'un d'autre pour prendre la parole dans ce débat. Je suis réellement désolé si c'est le cas, car j'aimerais leur poser quelques questions et obtenir des réponses aujourd'hui. Nous devons donc nous contenter de ce que nous avons.

Le mieux qu'on puisse dire, c'est que toute cette affaire de projet de loi C-22 et de contrat de réaménagement de l'aéroport Pearson était très contestable. Nous mettons en doute le genre de lobbying qui a eu lieu, le nombre excessif de lobbyistes, du moins selon l'allégation qu'on a faite, les liens étroits que ces lobbyistes entretenaient avec le Cabinet de l'ancien premier ministre et une foule de mesures que le gouvernement conservateur lui-même avait prises, la courte durée des négociations, le recours à l'un des soumissionnaires pour qu'il détermine un grand nombre des paramètres de la soumission, la signature du contrat à la dernière minute, lorsqu'on a su que le gouvernement conservateur était sur le point d'être battu. Il ne fait absolument aucun doute que ce contrat était très contestable.

Le contrat a été conclu dans les coulisses et le gouvernement nous offre une solution également élaborée dans les coulisses. C'est inacceptable.

• (1620)

Nous n'avons entendu aucun témoignage qui prouve que des mesures inadéquates ou illégales auraient été prises par le soumissionnaire dans ce processus. C'est ce que nous essayons de savoir.

C'est ce que cherchait à savoir le député du Bloc. Nous aurions voulu entendre des témoignages à ce sujet, mais nous avons obtenu très peu de collaboration des témoins, ni du gouvernement, qui ne voulait pas citer de témoins à comparaître.

Par ailleurs, on prétend qu'à l'époque où ces accords ont été conclus, le chef du Parti libéral a dit que s'il était élu, il les annulerait. Ce n'est pas tout à fait ce qu'il a dit. Je voudrais apporter une précision. Il a dit qu'une enquête publique indépendante serait effectuée sur tout le processus.

J'ai parlé aux principaux intéressés dans le consortium. Ils ont dit que cela ne leur faisait pas peur, qu'ils ne redoutaient pas la tenue d'une enquête publique et qu'ils étaient prêts à ouvrir leurs livres, comme ils l'ont fait quand cette soi-disant enquête publique a eu lieu. Ils ont dit qu'ils n'avaient rien à craindre, qu'ils n'avaient rien fait de mal.

Qu'est-il arrivé de notre enquête publique indépendante? Le gouvernement a fait appel à M. Robert Nixon. Peut-on réellement parler d'une enquête quand on sait que la chose a duré, en tout et pour tout, 20 jours? L'enquête s'est déroulée en grande partie à huis clos. Nous n'avons pas pu dire à M. Nixon à qui il pourrait s'adresser. Plusieurs personnes qui, de l'avis de l'industrie, auraient été les personnes auxquelles il aurait dû parler, n'ont même pas été convoquées. Nous n'avons eu aucune occasion de vérifier les preuves qui ont été avancées. Peut-on qualifier cette enquête d'impartiale ou de publique?

Pour savoir si l'enquête a été indépendante ou non, il suffit de se demander qui est M. Nixon. M. Nixon est l'ancien chef du Parti libéral de l'Ontario. Il a été président du groupe de travail libéral sur l'aéroport Pearson qui a été créé en 1987. M. Nixon est le père d'un député libéral qui siège actuellement. Tout de suite après avoir présenté son rapport, soit dans les 30 jours, M. Nixon a été nommé président de la Commission de l'énergie atomique. Peut-on parler d'une enquête indépendante? Difficilement, à mon avis.

Il y a une autre allégation. Je pense que nous devons exposer les allégations à la Chambre, parce que c'est tout ce que nous avons entendu à propos de ce contrat. La soi-disant enquête publique indépendante de M. Nixon n'a établi aucune preuve à ce sujet. Il n'y avait que des allégations d'irrégularités et de méfaits. M. Nixon n'a présenté aucun élément de preuve solide.

Selon la rumeur qui est très répandue actuellement dans l'industrie, il y a deux rapports Nixon: un premier, qui a été rédigé de la main même de M. Nixon, et un autre, celui qui a été présenté, qui aurait été rédigé pour lui. Est-ce que j'ai des preuves de cela? Non. Je n'ai pas plus de preuves de cela que je n'ai vu de preuves de méfaits commis par le consortium Pearson. Il n'y a que des allégations.

Puis, le Comité permanent des transports a décidé qu'il tiendrait des audiences où nous aurions la possibilité de faire toute la lumière sur l'affaire et de trouver ce qui est allé de travers. Comme le député du Bloc l'a déclaré, on a demandé à beaucoup de gens de venir témoigner devant le comité, mais très peu se sont présentés. Cela n'a pas aidé la cause du consortium.

Je n'ai pas été très heureux de voir que beaucoup des gens qui soutiennent avoir été traités injustement ne se sont pas présentés pour se défendre. Nous n'avons pas non plus obtenu beaucoup de collaboration de la part du gouvernement libéral au moment de forcer ces gens à venir témoigner.

D'autres faits intéressants se sont produits. En dehors des gens que nous avions convoqués mais qui ne se sont pas présentés, il y a eu plusieurs principaux intéressés qui ont demandé à être entendus, mais qui se sont fait dire non. Ce sont des gens comme William Pearson, président d'Agra Engineering, George Ploder, président de Bracknell Corporation, et Scott McMasters, président pour l'Amérique du Nord de Alders International Canada. L'un des principaux investisseurs s'est vu refuser la possibilité de venir témoigner devant le comité. Pourquoi le gouvernement essaie-t-il de cacher ce qui s'est vraiment passé?

La question du rendement excessif des investissements a été soulevée, mais nous avons entendu citer de nombreux chiffres se situant dans une fourchette très large.

• (1625)

Le gouvernement a d'abord parlé de 18,5 p. 100. Aujourd'hui, nous avons entendu des chiffres allant jusqu'à 28 p. 100. Cependant, le rendement a été évalué par une maison dont la Chambre, je crois, ne doute pas de la crédibilité. Je suis tellement bouleversé par certains gestes posés par le gouvernement que les mots me manquent pour les qualifier. Cette maison, c'est Price Waterhouse. Je ne crois pas que quelqu'un ici doute de l'intégrité de Price Waterhouse. Elle a calculé que le rendement serait de 14 p. 100.